

## Agriculture : les accords obtenus ne suffisent pas !

### **Communiqué de presse d'Olivier MONTEIL**

Conseiller Régional de Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées

Secrétaire départemental du Front National des Hautes-Pyrénées

La **crise du lait**, provoquée par la dérégulation des marchés et le scandaleux abandon des quotas laitiers par l'Union Européenne, a été mise en lumière cet été par les tarifs esclavagistes pratiqués par le groupe LACTALIS envers les producteurs. Nous avons pleinement soutenu la colère des producteurs de lait et exprimons notre **satisfaction de principe** après l'accord trouvé fin août fixant le prix de la tonne à 280 €.

Cependant, si cet accord est un petit pas envers les producteurs, on ne saurait certainement pas s'en contenter : d'une part si LACTALIS a fait un geste, il n'est pas le seul groupe en cause ; d'autre part on est encore très loin des 450 € la tonne, nécessaires pour couvrir les charges de production et assurer un revenu décent et réel aux agriculteurs. **Rien n'est donc encore réglé sur la durée!**

De même, les accords obtenus hier par les syndicats d'éleveurs de viande bovine avec le groupe **CARREFOUR**, sont une **avancée louable** sur la prise en compte des coûts de production des éleveurs et sur la représentativité accrue de la viande bovine française dans les rayons des distributeurs de la marque. Néanmoins cette avancée reste **ponctuelle, limitée** à une seule enseigne de distribution, et toujours soumise à la concurrence.

**La concurrence déloyale** des produits, venus du monde entier envahir nos marchés par la grâce des accords de libre-échange constamment signés par l'Union Européenne au détriment de la protection de la production nationale, **contribue à tiers-mondiser notre agriculture** tandis que **l'Union Européenne** ajoute **toujours davantage de technocraties, de charges et de contraintes aux producteurs et éleveurs français.**

Sans **volonté politique** ferme de protéger la production nationale et de couper court aux oukases destructeurs de l'Union Européenne, notre Agriculture française disparaîtra purement et simplement.

Le Front National des Hautes-Pyrénées engage les Agriculteurs à se départir définitivement des politiciens LRPS qui les ont entraînés dans la crise en les soumettant à l'ultralibéralisme de l'Union Européenne qui, en dépit des annonces du gouvernement, poursuit imperturbablement ses néfastes négociations TAFTA, via la commission Européenne.

